

ANNEXE

Mise en œuvre du projet de loi n° 53 — Information relative à la période transitoire

Procédure pour faciliter la divulgation d'actes répréhensibles par les employés

Le projet de loi abroge l'obligation d'établir au sein des organisations une procédure visant à faciliter la divulgation d'actes répréhensibles par les employés, obligation qui est actuellement prévue par l'article 18 de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics* (LFDAROP). Les employés devront être informés du retrait de ces procédures internes le 30 novembre prochain.

Fonction de responsable du suivi des divulgations et poursuite du traitement des divulgations reçues avant l'entrée en vigueur du projet de loi

La fonction de responsable du suivi des divulgations sera également abolie le 30 novembre 2024. Les pouvoirs et immunités du responsable du suivi des divulgations demeureront toutefois en vigueur pour traiter les divulgations reçues avant cette date.

Ils ne pourront plus recevoir de nouvelles divulgations d'actes répréhensibles mais ils devront continuer le traitement des divulgations reçues avant le 30 novembre, même si ce traitement se termine au-delà de cette date.

Reddition de comptes

Les obligations de reddition de comptes dans le rapport annuel de gestion prévues à l'article 25 de la LFDAROP seront aussi abrogées le 30 novembre 2024.

Toutefois, les informations concernant les divulgations ou communications traitées entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2024 devront se retrouver au rapport annuel de gestion 2024-2025 de chaque organisation.

Responsabilités de la personne ayant la plus haute autorité administrative et nomination du responsable de la gestion de l'éthique et de l'intégrité

L'article 32 du projet de loi crée l'obligation pour la personne ayant la plus haute autorité administrative au sein d'un organisme public de veiller à mettre en place des mesures visant à prévenir la commission d'actes répréhensibles et l'exercice ou la menace de représailles relatives à une divulgation.

Pour ce faire, cette personne devra désigner dans son organisation un responsable de la gestion de l'éthique et de l'intégrité (RGEI). Le projet de loi prévoit que ce responsable a pour fonction :

- de coordonner et de mettre en œuvre les mesures visant à prévenir la commission d'actes répréhensibles et l'exercice ou la menace de représailles ;
- de renseigner les membres du personnel de l'organisme public sur la possibilité d'effectuer une divulgation auprès du Protecteur du citoyen et sur la protection contre les représailles prévue ;
- d'agir comme agent de liaison pour le Protecteur du citoyen en cas de vérification ou d'enquête en lien avec une divulgation ou une plainte pour représailles à la suite d'une divulgation.

Le Conseil du trésor précisera par directive les modalités relatives à la désignation de ces personnes ainsi que les fonctions qu'elles devront exercer. De l'information additionnelle à ce sujet sera communiquée ultérieurement.